Sommes-nous esclaves de l'automobile?

Les hausses rapides et importantes des prix de l'essence et du diesel grèvent le portefeuille des consommateurs et génèrent des effets inflationnistes importants.

Au-delà de ces aspects conjoncturels, ces hausses incitent aussi l'individu à rechercher des solutions afin de réduire sa dépendance quasi complète envers le véhicule à combustion pour l'accomplissement de la majorité de ses déplacements quotidiens. Mais est-ce réaliste? Est-ce possible? Non, pour la grande majorité des personnes actives, à l'exception de celles qui habitent et travaillent dans les noyaux urbains.

Selon le spécialiste des transports, Richard Bergeron, 100 000 unités par année s'ajoutent au parc de véhicules existant. L'aménagement traditionnel du territoire, caractérisé par l'étalement urbain et l'éparpillement des secteurs d'activités, ainsi que les valeurs sociales et le mode de vie moderne expliquent cette croissance.

En effet, au-delà de la croissance démographique, les impératifs modernes de la mobilité, l'accélération du rythme de vie, la nécessité d'accomplir quotidiennement des tâches multiples dans des lieux distancés (parlez-en aux jeunes familles de banlieue !) poussent le citoyen vers la solution la mieux adaptée à ses besoins, le véhicule à combustion.

Les coûts sociaux et individuels sont énormes. Seuls une révision majeure des approches au développement du territoire, des percées technologiques importantes et des changements de comportements individuels significatifs réduiront, à terme, ces coûts et ces impacts et libéreront l'individu de cette dépendance.

Dans les Laurentides, il se fait des efforts notables. L'expertise en transport alternatif y a ses assises. La Ville de Saint-Jérôme assume un leadership important afin de favoriser les transports en commun et la réduction des gaz à effet de serre.

■ Il faut réduire sa dépendance quasi complète envers le véhicule automobile.

Plusieurs MRC développent des réseaux de transport public de plus en plus efficaces et élaborés, tant dans le sud que le centre de la région.

Le CRE Laurentides préconise, entre autres, depuis des années, la réalisation de sentiers aérobiques, développés parallèlement au réseau routier, afin de relier les quartiers résidentiels aux quartiers institutionnels et commerciaux.

Cela permettrait à la population de se déplacer en toute sécurité, tant en hiver qu'en été, tout en gardant la forme. Il ne s'agit pas de se donner bonne conscience en réalisant quelques sentiers récréatifs, mais d'intégrer systématiquement ce type de réseau dans les schémas d'aménagement et dans les plans d'urbanisme. C'est une priorité.

L'objectif de réduction des gaz à effet de serre, entre autres, relève d'abord des différents paliers de gouvernement. Si les autorités assument le leadership nécessaire, nous sommes convaincus que les citoyens emboîteront le pas.